



## SYNDICAT NATIONAL UNIFIE DES IMPOTS

80/82 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16

E-mail : [snui@snui.fr](mailto:snui@snui.fr) <http://www.snui.fr>

Paris, le 20 Novembre 2007

### Communiqué de presse

## Fonctionnaires : être vraiment reconnus

Au sein de la fonction publique, les agents des impôts étaient en grève à 50 % ce 20 Novembre. La journée de grève de la fonction publique revêt une importance particulière : elle porte en elle le profond malaise des fonctionnaires non seulement devant leurs conditions mais aussi devant les stigmatisations répétées dont ils font l'objet. Elle montre leur besoin d'être enfin véritablement et pleinement reconnus. Cette reconnaissance doit se concrétiser par l'augmentation de leur pouvoir d'achat, et par l'amélioration de leurs conditions de travail. Mais elle doit aussi se traduire par l'arrêt des stigmatisations répétées dont ils sont victimes. Tout montre que cette grève défend une certaine conception de l'action publique.

Montrer en quoi ce débat est un choix de société passe par le décryptage des idées fausses reçues sur les fonctionnaires qui alimentent un discours dominant dénué de tout fondement. Il est urgent de rétablir certaines vérités :

- la cohésion sociale et la recherche du bien commun constituent des piliers du service public, ce qui a un prix : qui peut payer 7 700 euros par an pour scolariser son enfant au collège ? A l'évidence, pas grand monde. C'est pourtant ce qui arriverait si l'éducation était privatisée et si son coût était supporté par les « clients »... (chiffres tirés de l'OCDE). Ce prix ne serait pas moins élevé si le service public était privatisé, mais il ne serait alors accessible qu'à ceux qui en ont les moyens,
- la cohésion sociale, qui n'est pas incompatible avec l'activité économique loin s'en faut, passe par la prise en charge de certains besoins par la collectivité et par conséquent, par un service public neutre, présent et de qualité,
- le statut de la fonction publique présente une garantie majeure pour le citoyen, celle de voir le fonctionnaire exercer son activité en toute indépendance, cela mérite d'être rappelé à l'heure où c'est bien ce statut qui est visé,
- la rémunération individualisée va à l'encontre des intérêts des citoyens : imagine-t-on le contrôle fiscal, l'accueil ou encore l'action en recouvrement payé au rendement ? Le risque est pourtant réel...

Ce sont donc bien des questions touchant à l'identité et aux fondamentaux de la fonction publique et, plus largement, de l'action publique, qui sont actuellement en jeu.

Les agents de l'administration fiscale connaissent bien ces questions. Ils permettent par leur action, de financer l'action publique. Ils sont présentés comme la tête de pont du mouvement de « moins d'Etat, moins de fonctionnaires ». Ils travaillent dans des services au bord du point de rupture du fait de l'accroissement des tâches et des suppressions d'emplois (- 10 % des effectifs entre 2000 et 2008). Ils n'ont pas vu les évolutions subies tant sur le plan de la technicité de leur travail que de celui des réformes qui s'empilent depuis 8 ans se traduire en amélioration de leur pouvoir d'achat.

Le constat est sans appel :

- on ne peut durablement faire toujours plus avec moins de moyens,
- on ne peut durablement accepter le décalage entre la réalité de son métier et son revenu.

*Le SNUI se félicite de la montée en puissance des revendications face à la fusion DGI-DGCP et de la forte riposte au mépris du gouvernement sur les questions de pouvoir d'achat et de service public. Le SNUI appelle tous les agents des impôts à augmenter la pression sur Bercy.*